

Unité bi-départementale de la Dordogne et de Lot-et-
Garonne
Cité Administrative – bâtiment A
24016 Périgueux Cedex

Périgueux, le 30/03/2026

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 03/03/2026

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

LAGARDE ET LARONZE

CHARPENET

24120 Terrasson-Lavilledieu

Références : BB/UBD24-47/0059/2026

Code AIOT : 0003105171

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 03/03/2026 dans l'établissement LAGARDE ET LARONZE implanté Zone activité du Rousset 24210 Thenon. L'inspection a été annoncée le 20/02/2026. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- LAGARDE ET LARONZE
- Zone activité du Rousset 24210 Thenon
- Code AIOT : 0003105171
- Régime : Enregistrement
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

Par arrêté préfectoral n° BE-2020-06-01, la Société LAGARDE ET LARONZE a été autorisée le 09 juin 2020 à exploiter, sur la commune de Thenon (24210), une centrale d'enrobé à chaud.

L'activité exercée, la fabrication de matériaux routiers enrobés à chaud au bitume, s'inscrit dans la continuité des activités de l'entreprise. Des installations connexes nécessaires à l'exploitation de la centrale ont été mises en place :

- une cuve aérienne de gaz propane de 12,5 tonnes ;
- 2 silos de stockage d'enrobé de 35 tonnes chacun ;
- un stockage de bitume de 150 tonnes (2 cuves de 75 tonnes chacune) ;
- un pont-bascule automatisé pour la gestion et le contrôle des chargements des camions ;
- bureaux, atelier et sanitaires ;
- une borne incendie à l'entrée du site.

La production annuelle maximale autorisée est de 50 000 t/an.

Contexte de l'inspection :

- Inspection spécialisée produits chimiques

Thèmes de l'inspection :

- AR - 3
- REACH

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Madame la Préfète ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;

- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Madame la Préfète, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
5	Etat des stocks de produits chimiques	Arrêté Ministériel du 09/04/2019, article 3.3	Demande d'action corrective	1 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Fiche de données de sécurité (FDS)	Règlement européen du 18/12/2006, article 31 et 35	Sans objet
2	Mesures de maîtrise des risques	Règlement européen du 18/12/2006, article 37.5	Sans objet
3	Capacité de rétention des produits chimiques	Arrêté Ministériel du 09/04/2019, article 4.9 - I	Sans objet
4	Produits incompatibles et réservoirs associés à des rétentions	Arrêté Ministériel du 09/04/2019, article 4.9 - II	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Le jour de l'inspection, l'exploitation était conforme pour l'ensemble des points contrôlés à l'exception de l'état des stocks.

Il est demandé à l'exploitant de mettre en place un registre physique, des stocks de produits présents sur le site, et le mettre à jour régulièrement.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Fiche de données de sécurité (FDS)

Référence réglementaire : Règlement européen du 18/12/2006, article 31 et 35
Thème(s) : Actions nationales 2026, OPC Produits chimiques
Prescription contrôlée : Article 31 : Le fournisseur d'une substance ou d'une préparation fournit au destinataire de la substance ou de la préparation dangereuse une fiche de données de sécurité. Article 35 : Les employeurs donnent à leurs travailleurs et aux représentants de ceux-ci accès aux informations transmises dans la fiche de données de sécurité et portant sur les substances ou les préparations que ces travailleurs utilisent ou auxquelles ils peuvent être exposés dans le cadre de leur travail.
Constats : Le jour de l'inspection il a été constaté que l'exploitant disposait des Fiches de Données de Sécurité (FDS). Deux personnes sont habilitées, dont le responsable du site, pour vérifier à la fois la disponibilité et la mise à jour des FDS. Les FDS sont à disposition dans un classeur et consultables par les employés. Il a été constaté que 2 FDS étaient antérieures à 2020 sur les 25 présentes : - DECAPOR NF (FFF572) - Détergent - PLASTIFER : Plastifiant Protecteur du métal (FFF1125) - Solvant. Les deux produits sont distribués par la société CHIMSYNERGIE. Le 19 mars 2026, l'exploitant a transmis à l'inspection des installations classées les 2 FDS révisées, pour le détergent (révision en 2017) et, pour le solvant (révision en 2026).
Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Mesures de maîtrise des risques

Référence réglementaire : Règlement européen du 18/12/2006, article 37.5
Thème(s) : Actions nationales 2026, OPC Produits chimiques

<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Tout utilisateur en aval identifie, met en œuvre et, le cas échéant, recommande des mesures appropriées visant à assurer une maîtrise valable des risques identifiés dans la ou les fiches de données de sécurité qui lui ont été transmises.</p>
<p>Constats :</p> <p>Le jour de l'inspection, il a été constaté une quantité limitée de bidons d'une contenance d'environ 5 et 20 L de produits présents sur la rétention du local technique. L'ensemble des bidons est fermé et identifié.</p> <p>La réserve de produits est stockée dans un conteneur à proximité de l'aire de dépotage. Tous les produits sont sur rétention et stockés dans des bidons fermés de 5 et 20 L ainsi que dans des fûts de 200L.</p> <p>Du sable est à disposition ainsi que des extincteurs à proximité des zones sensibles. Concernant l'élimination, l'exploitant a disposé deux poubelles, près du local technique, afin de permettre un tri et une élimination, dans des conditions adéquates, des aérosols et cartouches de graisses.</p> <p>Des EPI sont présents et à disposition au niveau du local technique.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 3 : Capacité de rétention des produits chimiques

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 09/04/2019, article 4.9 - I</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques, OPC Produits chimiques</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Tout stockage d'un liquide susceptible de créer une pollution des eaux ou des sols est associé à une capacité de rétention dont le volume est au moins égal à la plus grande des deux valeurs suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> - 100 % de la capacité du plus grand réservoir ; - 50 % de la capacité totale des réservoirs associés. <p>Cette disposition n'est pas applicable aux bassins de traitement des eaux résiduaires. Pour les stockages de récipients de capacité unitaire inférieure ou égale à 250 litres, la capacité de rétention est au moins égale à :</p> <ul style="list-style-type: none"> - dans le cas de liquides inflammables, 50 % de la capacité totale des fûts ; - dans les autres cas, 20 % de la capacité totale des fûts ; - dans tous les cas 800 litres minimum ou égale à la capacité totale lorsque celle-là est inférieure à 800 l.

<p>Constats :</p> <p>L'état des stocks du site montre la présence de différentes références de produits en bidon de 5 et 20 L. Ils sont répartis dans le local technique et dans le conteneur, servant de réserve, du site. L'ensemble des produits sont sur rétention.</p> <p>Les seuls liquides stockés en fût de 200 L sont le liquide de refroidissement et le dégoudronnant.</p> <p>La quantité présente sur le site le jour de l'inspection pour le liquide de refroidissement est de 100 L et de 50 L pour le dégoudronnant. Ces produits sont stockés sur des rétentions adaptés.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 4 : Produits incompatibles et réservoirs associés à des rétentions

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 09/04/2019, article 4.9 - II</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques, OPC Produits chimiques</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les réservoirs ou récipients contenant des produits incompatibles ne sont pas associés à une même rétention.</p>
<p>Constats :</p> <p>Le jour de l'inspection il n'a pas été constaté la présence de produits pouvant être incompatibles stockés sur une même rétention.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 5 : Etat des stocks de produits chimiques

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 09/04/2019, article 3.3</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques, OPC Produits chimiques</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Gestion des produits.</p> <p>[...]</p> <p>L'exploitant tient à jour un registre indiquant la nature et la quantité des produits dangereux détenus, [...]. Ce registre est tenu à la disposition de l'inspection des installations classées et des services d'incendie et de secours.</p>
<p>Constats :</p> <p>Le jour de l'inspection, le responsable du site a donné verbalement une estimation du stock qui s'est révélée être assez proche de l'état des stocks constaté dans le local technique et dans la réserve.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p>

L'exploitant doit mettre en place un registre physique, sous format papier ou informatique, et le tenir à jour régulièrement.

L'exploitant conservera à disposition des services d'incendie et de secours ce registre afin de faciliter et sécuriser les interventions éventuelles.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 1 mois